

A4: Réflexions sur les 35 heures

par Raymond Sfeir

*EDC*France, mars 1999

Oser vivre son christianisme dans le monde des affaires

Les 35 heures :

- un dialogue constructif suivi de décisions péremptoires
- une négation du rôle des dirigeants chrétiens
- une réponse « mécaniste » au problème du chômage

Roanne, le 14/03/99

Cher André, Cher Jean, Chers Amis,

Le départ de Michèle et les courriers que vous nous avez fait parvenir nous interpellent, nous appellent à la réflexion et constituent une occasion pour faire le point.

Pour ma part, après bientôt une dizaine d'années de réflexion à vos côtés, j'ai tellement progressé intérieurement et en esprit que je me sens obligé de le dire et de le répéter : la section roannaise du CFPC m'a donné l'essentiel, à savoir oser être moi-même, vivre ma Chrétienté, sans avoir à le cacher comme il est d'usage dans le monde des affaires. Cette vérité à sa foi, comme l'air qu'on respire, est si basique, que je manquerais de pudeur en m'y attardant.

Parallèlement, j'ai essayé de présenter une vision orientale de notre foi, différente par ses racines et façonnée par les menaces et les affrontements incessants qu'elle assume. Ceci, naturellement avec le plus de sincérité, voire d'abandon et avec le souci permanent de relativiser les choses, c'est-à-dire de présenter les deux facettes de chaque sujet abordé. Chose qui m'est totalement impossible dans les autres responsabilités, de toutes sortes, que j'assume.

J'ai donc vu avec tristesse partir les uns et les autres, des personnalités riches et enrichissantes. Toutes avaient sûrement d'excellentes raisons ; je n'ai jamais souhaité les connaître : ma section est ma famille roannaise ; quand deux frères se séparent, ce ne peut être que momentanément, leurs raisons leur sont intimes et s'en mêler était, pour moi, quelque part, toucher à « l'arbre interdit de la connaissance ».

Comprendre le départ de Michèle est important, mais ce n'est pas tant pour cela que j'écris que pour réfléchir sur un sujet majeur pour nos Entreprises, qui m'interpelle fondamentalement : les 35 heures !

Tout d'abord, rappelons-nous la réflexion importante de toute une année ou même de deux ans sur le Travail : Travail, emploi, occupation, action, faire, réaliser, se réaliser ... etc.

Pendant ce temps, fait unique et sans précédent, le Président du Patronat discutait avec la Secrétaire Générale du principal syndicat ouvrier et un dialogue constructif se construisait, malgré les oppositions violentes des troupes des deux bords (j'ai eu l'occasion de participer à des réunions de la commission sociale de l'UPRA qui étaient éloquentes, et la «patronne» du syndicat avait reçu suffisamment d'œufs et de tomates pourris, pour en témoigner).

Parallèlement, une loi était sortie, encourageant les accords d'entreprises, défensifs ou offensifs, en vue de réduire le nombre d'heures hebdomadaires, afin de partager le travail. Je n'avais pas de jugement particulier à priori, il fallait la voir à l'œuvre n'est-ce pas «à la fin de la foire qu'on compte les bouses ?»

Les Responsables changeant, des réunions de travail étaient initialisées entre les nouvelles Autorités et les Partenaires sociaux. Je n'ose parler de dialogue puisque des décisions péremptoires étaient imposées par les Décideurs, à l'encontre des souhaits clairement exprimés de tous les partenaires sociaux. Le Président du Patronat démissionnait et le cycle fatal de décisions politiciennes s'enclenchait.

Sur la **forme**, j'ai personnellement vécu ceci comme un viol de conscience, dans la mesure où des partenaires, en qui je me reconnaissais, ont été trompés et leur avis dogmatiquement écarté. Ceci d'autant plus que, l'occident se relève de centaines d'années où le Patron était considéré comme «exploiteur de la masse laborieuse» et que l'argent était considéré comme «sale». Je pense que parmi nous, nombreux sont ceux qui souffrent dans leur chair de ces «catalogages» et qui sont forcés de s'accommoder d'une situation structurellement hypocrite : tout le monde sait qu'on a besoin de la «mule-patron» qui tire le chariot, et presque tout le monde lui jette la pierre, mélangeant industrie, commerce, finance... avec spéculation, prévarication, corruption ...

Quant au **fond**, il faut considérer plusieurs éléments majeurs :

- a) Des penseurs, proches des Responsables, avaient bien distingué le travail «marchand», d'une autre forme de travail associatif ou bénévole, qui serait exclusivement à finalité sociale ou «travail utile».
- b) La civilisation occidentale sait qu'elle fonde ses valeurs sur le matériel, et essentiellement sur le matériel, sous prétexte qu'il est le seul mesurable. (Rappelons-nous l'anecdote de l'ivrogne qui cherchait ses clés sous un lampadaire du coin de la rue, alors qu'il les avait perdues sur le parvis, toutefois mal éclairé, de sa maison.)
- c) Les «minimas» sociaux font l'objet depuis longtemps d'une demande de les associer à des travaux d'utilité collective, basée sur le principe de la dignité

humaine, qui veut éviter de faire «l'aumône» à des personnes qui peuvent donner, en retour de ce qu'ils reçoivent.

- d) Nous vivons une époque où les changements sont les plus importants que notre terre ait jamais connus. Les mutations sont profondes, et très rapides. Pour qui suit leur progression, elles apparaissent comme une véritable révolution qui, elle, est permanente et s'accélère de plus en plus. Un des moyens indispensables pour préparer et maîtriser notre société de demain et participer à faire un monde désiré, est la formation. Non pas seulement une formation juvénile ou adulte timidement dispensée, mais une formation totalement repensée, de manière révolutionnaire et totale. Il me paraît indispensable aujourd'hui que chaque femme et chaque homme puisse consacrer autour de 10% de son temps à la formation, et ce, afin de «survivre» intellectuellement et socialement... .
- e) Nous vivons une mondialisation où l'angélisme n'a pas cours, à cause précisément des mutations mentionnées, notamment celles des technologies de l'information qui abaissent forcément les barrières d'entrée des produits d'un pays à un autre et qui accroissent donc les menaces et les risques sur les économies les moins combattives. Les flux migratoires des produits, des techniques, des ressources de toutes sortes, même humaines s'accroissent exponentiellement. Et il n'est point besoin d'être un grand expert pour savoir notre devoir, il suffit de demander à tous nos parents et nos grands-parents pour qu'ils nous disent : « Dans les périodes de grand trouble, où les menaces se précisent, où l'avenir est incertain et où la maîtrise du destin est plus vitale que jamais, il faut accumuler les «ressources» de toutes sortes : vivres, argent, armes, ...etc. Non pas pour battre le voisin, mais pour être accepté à dialoguer avec lui, pour avoir voix au chapitre... .
- f) Le chômage est à un niveau grave pour la société. Il faut le traiter d'urgence et en qualité. C'est un véritable virus, en ce qu'il appauvrit les capacités de réaction de la société tout entière, c'est-à-dire du système. Par delà les souffrances et les drames individuels à la lumière desquels, la simple relecture des «Béatitudes» donne la chair de poule, par delà cette vision déchirante, le chômage est l'ennemi public numéro un parce qu'il est l'expression et le révélateur de tous les désespoirs de la civilisation occidentale d'aujourd'hui. Ceci étant, il est quelque part aussi l'espoir de la civilisation mondiale de demain, car sa résistance même à tous les traitements économiques d'aujourd'hui, nous force à une mutation dans notre pensée confinée au matérialisme pour trouver probablement une solution plus humaniste.
- g) Revenons maintenant à notre décision controversée. Elle ambitionne de répondre à la question du chômage de manière «mécaniste», c'est-à-dire en considérant que le système ressemble à une mécanique, complexe certes, mais obéissant à des lois simples et maîtrisables: « abaissons le nombre d'heures fournies par chaque travailleur, revient à partager les heures travaillées entre davantage de personnes».

Elle ignore totalement le (a) c'est-à-dire qu'il est nécessaire de repenser la

place même accordée à la valeur «Travail» dans notre société, et de commencer à l'approfondir en l'enrichissant de la dualité travail marchand et travail communautaire ou social.

Elle ancre encore plus la déviance de la confusion entre travail et rémunération et surtout entre production et utilité : «il n'y a point d'utilité en dehors d'un produit». Seul compterait ce qui est mesurable financièrement. (b)

Elle évite de s'attaquer au problème du «retour» économique, mais aussi moral des minimas sociaux qu'elle veut utopiquement décaler vers le travail marchand plutôt que «le travail utile». (c)

Elle s'attaque à une valeur essentielle de notre société, le travail, sans prendre en compte une de ses composantes essentielles, la formation indispensable à l'être d'aujourd'hui. (d)

Elle réduit globalement l'effort national, réduit la compétitivité des entreprises et réduit la capacité du pays à faire face aux attaques et défis externes inévitables. (e)

Elle n'est absolument pas sûre de réduire le chômage et ferait perdre deux à trois ans de tergiversations à notre système, sans s'attaquer au problème qui forme un tout. (f)

Bref, sur le fond cette décision me semble l'arbre qui cache la forêt, c'est-à-dire qui empêche ou retarde l'approche des véritables problèmes. Sur la forme, c'est une négation du rôle de Patrons et Responsables Chrétiens que nous sommes.

Voilà, c'est simple, c'est très douloureux, et je le dis ... avec toute l'émotion que suscite en moi les grands rendez-vous bâclés..... «Que ton règne vienne»! J'avais l'impression que, tous petits que nous sommes, nous nous devons de bien faire, pour participer à l'avènement de Son règne ... mais... «Que Ta volonté soit faite...»!

Quant à Michèle, je ne sais si elle a tort ou raison de nous quitter. Mais il n'est pas sûr que ses raisons ne nous causent pas tous du tort, à elle aussi... Car si je n'ai pas eu la chance de la rencontrer souvent, j'ai eu le loisir d'apprécier la violence de son désir de faire et de bien faire, ainsi que la richesse qu'elle nous apportait par les contradictions qu'elle suscitait.

Si tel est son désir, il est atteint ; du moins en ce qui concerne les 35 heures: Elle m'a forcé à trouver le temps de formaliser mes sentiments... («ressentiments» ne serait pas chrétien, me dirait notre cher Président...)

Je souhaiterais vivement qu'elle nous rejoigne, ne serait-ce que pour continuer à nous enrichir tous, mutuellement, de présences quelquefois dérangeantes... .

Voilà, mes chers amis, quelques réflexions en droite ligne de nos assises régionales et rédigées, moins de 24 heures après.

